

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 97 — 1500

[S - C - 97/21115]

14 MARS 1997. — Arrêté royal déterminant le fonctionnement de l'inspection linguistique en matière d'enseignement

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1995 fixant les attributions ministérielles en matière de politique scientifique, de culture et d'enseignement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, modifié par la loi du 4 août 1996;

Considérant qu'il est urgent d'arrêter un ensemble de textes réglementaires répondant, d'une part, à la nécessité d'adapter dans les meilleurs délais la situation juridique des carrières particulières au sein des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles aux modifications récentes au statut des agents de l'Etat afin d'assurer le bon fonctionnement de ces services et de régler la situation personnelle d'un certain nombre de membres du personnel, et, d'autre part, à la nécessité de fixer un nouveau statut pour l'inspection linguistique dans l'enseignement, afin de permettre la poursuite de cette inspection légalement prévue;

Considérant en particulier que des mesures doivent être prises sans délai afin d'intégrer cette inspection de façon optimale dans l'administration fédérale et de l'adapter au statut modifié des inspecteurs linguistiques;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de Notre Ministre de la Politique scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'inspection linguistique dans l'enseignement est exercée par quatre inspecteurs linguistiques, deux du rôle linguistique français et deux du rôle linguistique néerlandais.

Art. 2. Les inspecteurs linguistiques sont chargés du contrôle permanent de l'application des dispositions de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement.

Art. 3. L'intervention de l'inspection linguistique consiste en la vérification de la première inscription de l'enfant conformément à l'article 17 de la loi précitée.

Art. 4. Aucun inspecteur linguistique ne peut intervenir sans la collaboration d'un inspecteur linguistique de l'autre rôle linguistique.

Art. 5. Pour l'application de l'article 17, alinéa 2, b, de la loi précitée, le chef d'école peut, sur production d'une déclaration linguistique du chef de famille, admettre provisoirement l'enfant à l'enseignement.

La déclaration linguistique est transmise à l'inspection linguistique le jour où l'enfant est admis par le chef d'école.

L'inspection linguistique vise dans les trente jours ouvrables de sa réception la déclaration linguistique du chef de famille.

Le président de la commission visée à l'article 18 de la loi précitée est saisi dans les mêmes délais, par l'entremise du secrétaire général des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles, des dossiers au sujet desquels les deux inspecteurs linguistiques qui traitent le dossier ne sont pas d'accord.

Le chef d'école est informé de la saisie de ces dossiers et en avise le chef de famille par lettre recommandée.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 97 — 1500

[S - C - 97/21115]

14 MAART 1997. — Koninklijk besluit houdende werking van de taalinspectie inzake onderwijs

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1995 houdende vaststelling van de ministeriële bevoegdheden inzake wetenschapsbeleid, cultuur en onderwijs;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 84, eerste lid, 2^o, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Overwegende dat dringend een aantal verordeningsteksten vastgelegd moeten worden die tegemoetkomen, enerzijds, aan de noodzaak om zo spoedig mogelijk de rechtstoestand van de bijzondere loopbanen bij de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden aan te passen aan de recente wijzigingen in het statuut van het Rijkspersoneel om de goede werking van deze diensten te waarborgen en de persoonlijke toestand van een aantal personeelsleden te regelen en, anderzijds, aan de noodzaak een nieuw statuut vast te stellen voor de taalinspectie in het onderwijs om deze wettelijk voorgeschreven inspectie verder te kunnen laten bestaan;

Overwegende in het bijzonder dat onverwijld maatregelen moeten worden genomen om deze inspectie optimaal te integreren in het federale bestuur en het aan te passen aan het gewijzigde statuut van de taalinspecteurs;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Onze Minister van Wetenschapsbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De taalinspectie in het onderwijs wordt uitgeoefend door vier taalinspecteurs, twee van de Nederlandse taalrol en twee van de Franse taalrol.

Art. 2. De taalinspecteurs zijn belast met de doorlopende controle van de toepassing van de bepalingen van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs.

Art. 3. Het optreden van de taalinspectie bestaat in het nazicht van de eerste inschrijving van de leerling overeenkomstig artikel 17 van voornoemde wet.

Art. 4. Geen taalinspecteur treedt op zonder de medewerking van een taalinspecteur van de andere taalrol.

Art. 5. Voor de toepassing van artikel 17, tweede lid, b, van voornoemde wet mag het schoolhoofd, tegen overlegging van een taalverklaring van het gezinshoofd, het kind voorlopig toelaten tot het onderwijs.

De taalverklaring wordt op de dag dat het kind aanvaard is, door het schoolhoofd toegezonden aan de taalinspectie.

De taalinspectie viseert binnen dertig werkdagen van haar ontvangst de taalverklaring van het gezinshoofd.

De dossiers waarover de twee taalinspecteurs die het dossier behandelen het niet eens zijn, worden binnen dezelfde termijn, door bemiddeling van de secretaris-generaal van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden, aanhangig gemaakt bij de voorzitter van de commissie bedoeld in artikel 18 van voornoemde wet.

Het schoolhoofd wordt van het aanhangig maken van deze dossiers in kennis gesteld, en verwittigt het gezinshoofd bij aangetekend schrijven.

Art. 6. § 1^{er}. La commission visée à l'article 18 de la loi précitée est composée d'un président, d'un président suppléant, de deux membres et d'autant de membres suppléants, tous nommés par Nous, sur la proposition du (des) Ministre(s) ayant les matières fédérales d'enseignement dans ses (leurs) attributions.

§ 2. Le président et le président suppléant sont choisis parmi les membres bilingues en fonction, émérités ou honoraires des tribunaux de première instance.

Les membres et les membres suppléants sont choisis parmi les fonctionnaires relevant de l'autorité fédérale revêtus d'un grade classé au rang 13 au moins, pour moitié parmi les fonctionnaires du rôle linguistique français et pour moitié parmi les fonctionnaires du rôle linguistique néerlandais qui, conformément à l'article 43, § 3, alinéa 3, ou à l'article 46, § 4, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, ont fourni la preuve d'une connaissance suffisante de la deuxième langue.

§ 3. La commission statue au plus tard dans les trente jours ouvrables après la réception du dossier.

§ 4. La commission communique sa décision motivée au chef d'école et au chef de famille par lettre recommandée.

Art. 7. Le délai d'appel de la décision des inspecteurs linguistiques ou de la commission est fixé à vingt jours ouvrables à partir de la notification de la décision.

Art. 8. § 1^{er}. Le jury visé à l'article 18 de la loi précitée est composé d'un président, d'un président suppléant, de deux membres et d'autant de membres suppléants, tous nommés par Nous, sur la proposition du (des) Ministre(s) ayant les matières fédérales d'enseignement dans ses (leurs) attributions.

Le président et le président suppléant sont choisis parmi les conseillers bilingues en fonction, émérités ou honoraires des cours d'appel.

Les membres et les membres suppléants sont choisis parmi les fonctionnaires relevant de l'autorité fédérale revêtus d'un grade classé au rang 15 au moins, pour moitié parmi les fonctionnaires du rôle linguistique français et pour moitié parmi les fonctionnaires du rôle linguistique néerlandais qui, conformément à l'article 43, § 3, alinéa 3, ou à l'article 46, § 4, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, ont fourni la preuve d'une connaissance suffisante de la deuxième langue.

§ 2. Le jury statue au plus tard dans les trente jours ouvrables après la réception du recours.

§ 3. Le jury communique sa décision motivée au chef d'école et au chef de famille par lettre recommandée.

Art. 9. Les règlements d'ordre intérieur de la commission et du jury sont fixés par arrêté ministériel, sur la proposition des présidents respectifs.

Art. 10. L'arrêté royal du 30 novembre 1966 déterminant le fonctionnement de l'inspection linguistique en matière d'enseignement, modifié par les arrêtés royaux des 15 février 1969 et 30 novembre 1994 est abrogé.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Nos Ministres ayant les matières fédérales d'enseignement dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 mars 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF

Art. 6. § 1. De commissie bedoeld in artikel 18 van voornoemde wet is samengesteld uit een voorzitter, een plaatsvervangend voorzitter, twee leden en evenveel plaatsvervangende leden. Ze worden door Ons benoemd, op de voordracht van de Minister(s) die bevoegd is (zijn) voor de federale aangelegenheden inzake onderwijs.

§ 2. De voorzitter en de plaatsvervangend voorzitter worden gekozen onder de tweetalige in dienst zijnde, emeriti- of ereleden van de rechtbanken van eerste aanleg.

De leden en plaatsvervangende leden worden gekozen onder de ambtenaren van de federale overheid bekleed met een graad van minstens rang 13, voor de helft onder de ambtenaren van de Nederlandse taalrol en voor de andere helft onder de ambtenaren van de Franse taalrol die, overeenkomstig artikel 43, § 3, derde lid of artikel 46, § 4, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, het bewijs hebben geleverd van een voldoende kennis van de tweede taal.

§ 3. De commissie doet uitspraak uiterlijk binnen dertig werkdagen na de ontvangst van het dossier.

§ 4. De commissie deelt haar met redenen omklede beslissing per aangetekende brief mee aan het schoolhoofd en aan het gezinshoofd.

Art. 7. De termijn om tegen de beslissing van de taalinspecteurs of van de commissie beroep aan te tekenen bedraagt twintig werkdagen te rekenen vanaf de kennisgeving van de beslissing.

Art. 8. § 1. De jury bedoeld in artikel 18 van voornoemde wet bestaat uit een voorzitter, een plaatsvervangend voorzitter, twee leden en evenveel plaatsvervangende leden. Ze worden door Ons benoemd, op de voordracht van de Minister(s) die bevoegd is (zijn) voor de federale aangelegenheden inzake onderwijs.

De voorzitter en de plaatsvervangend voorzitter worden gekozen onder de tweetalige in dienst zijnde, emeriti- of ere-raadsheren van de hoven van beroep.

De leden en plaatsvervangende leden worden gekozen onder de ambtenaren van de federale overheid bekleed met een graad van minstens rang 15, voor de helft onder de ambtenaren van de Nederlandse taalrol en voor de andere helft onder de ambtenaren van de Franse taalrol die, overeenkomstig artikel 43, § 3, derde lid, of artikel 46, § 4, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, het bewijs hebben geleverd van een voldoende kennis van de tweede taal.

§ 2. De jury doet uitspraak uiterlijk binnen dertig werkdagen na de ontvangst van het beroepschrift.

§ 3. De jury deelt haar met redenen omklede beslissing per aangetekende brief mee aan het schoolhoofd en aan het gezinshoofd.

Art. 9. Het huishoudelijk reglement van de commissie en van de jury wordt vastgesteld bij ministerieel besluit, op voorstel van de respectieve voorzitters.

Art. 10. Het koninklijk besluit van 30 november 1966 houdende werking van de taalinspectie inzake onderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 februari 1969 en 30 november 1994 wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. Onze Ministers bevoegd voor de federale aangelegenheden inzake onderwijs zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 maart 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF